

Force, courage et... repos !



[Source : actionetdemocratie.com]

Pourquoi certains élèves viennent-ils saccager des écoles ? Que faire ?

243 écoles dégradées, dont 60 gravement et 10 détruites totalement ou en partie : on ne le souligne pas assez, mais l'école a été une cible privilégiée de cette semaine de violences, de destructions et de pillages qui ont marqué la fin de l'année scolaire. Nos pensées vont d'abord à nos collègues et à leurs élèves, ainsi qu'à toutes les victimes de cette violence aveugle et cependant hélas si prévisible.

Tout et son contraire a été dit sur les ondes et les réseaux sociaux pour tenter d'expliquer cette violence, voire pour certains de la justifier. Le syndicat Action & Démocratie ne souhaite pas en rajouter et se contentera de faire valoir son expertise dans le domaine qui lui est familier et qu'il maîtrise mieux que quiconque compte tenu de sa proximité avec les jeunes et le réel. Nous qui sommes sur le terrain et en première ligne, nous savons en effet que les causes de ces émeutes sont profondes et ne seront pas traitées par quelques mesures prises dans l'urgence, dictées par l'actualité pour satisfaire les médias ou les attentes supposées de l'électorat.

La crise sociale, qui n'a cessé de s'amplifier au cours des dernières décennies, ainsi que la crise de confiance entre une partie de la jeunesse qui se sent exclue et le reste de la société, n'expliquent pas que l'école, lieu d'instruction, d'émancipation, de culture, cœur de l'élévation à la générosité, ait encore été prise pour cible. Aurait-elle failli ? La succession de renoncements sur les notions de mérite et de travail, la banalisation du manque de respect des règles de la vie en communauté seraient-elles ressenties comme des lâchetés de l'institution par des élèves en attente d'exemplarité ?

Il y a à l'évidence une crise de l'autorité et de l'éducation, qu'il s'agisse de l'éducation scolaire ou de l'éducation donnée dans les familles sans laquelle aucune société ne peut prospérer sur des bases saines. Nous devons regarder les choses en face : nous sommes aujourd'hui confrontés à une perte des repères moraux et à une détérioration des liens sociaux réels. Ces jeunes gens qui sortent la nuit et causent des troubles sont certes une minorité parmi la jeunesse des quartiers populaires. Il serait donc erroné de stigmatiser l'ensemble de la jeunesse. Mais ils sont très nombreux dans

certains établissements et, de manière générale, on ne peut pas reprocher à la jeunesse le manque de repères dont on la prive !

Les enfants et les adolescents ont besoin d'un cadre et de consignes claires qu'ils doivent apprendre à respecter pour se construire ; ils ont besoin d'adultes qui incarnent l'autorité et ne se comportent pas eux-mêmes comme des enfants cherchant à plaire aux leurs ; ils ont besoin d'une discipline assurée avec bienveillance autant que fermeté par des maîtres qui doivent pouvoir compter sur un soutien de principe de la part de leur hiérarchie face aux tentatives permanentes pour contester leur autorité et la mettre en cause.

Or que constatons-nous ? Que l'administration préfère le « bien-être » de l'enfant à la préservation des conditions élémentaires pour qu'un enseignement soit possible ! Qu'elle encourage la négociation de leurs notes et de leurs résultats par des élèves et des parents traités en usagers, voire en clients ! Qu'elle se retourne sur un simple claquement de doigts de ces derniers contre tous les collègues qui font bien leur travail au lieu de chercher à plaire en laissant s'installer l'indiscipline ou en surnotant leurs élèves pour qu'on leur fiche la paix. Nous constatons que l'éducation nationale est elle-même en perte de repères et qu'en cédant aux demandes les plus insensées formulées par telle organisation, telle association, tel groupe de pression, elle se rend complice de ceux qui désirent maintenir la population dans l'ignorance et l'inculture pour mieux l'asservir.

Pourtant, devant l'intensité des violences de ces derniers jours et le très jeune âge des émeutiers, certains commencent à ouvrir les yeux et prendre conscience que quelque chose ne va pas, ne va plus, en matière de transmission, de repères, de règles claires permettant aux jeunes de se construire. Des voix commencent à s'élever, y compris parmi les élus qui sont en première ligne, c'est-à-dire les maires, pour pointer la responsabilité de l'éducation nationale. C'est le cas par exemple du maire de L'Haÿe-les-Roses expliquant qu'il a à faire à des jeunes qui ne comprennent même pas les concepts qui sont pour nous des évidences, comme la notion de loi ou celle d'intérêt général, ce qui n'est cependant pas étonnant dit-il lui-même puisqu'ils sont passés de classe en classe sans jamais maîtriser ce qu'ils étaient censés y apprendre... ! Ou encore le maire de Sannois, vice-président de la communauté d'agglomération Val Parisien, qui affirme de son côté sans détour que « l'école a failli et qu'il est temps de changer de logiciel. La dévalorisation des diplômes et le mensonge généralisé, dit-il, ont conduit à une désillusion profonde chez les jeunes ».

Ce diagnostic est le nôtre depuis très longtemps. Action & Démocratie est d'ailleurs le seul syndicat qui ait tenu un discours de vérité sur les réformes successives qui dénaturent l'école. Notre syndicat est le seul qui ne se contente pas de déplorer l'insuffisance des moyens, mais qui dénonce d'abord l'abandon des fins de l'école et la transformation de celle-ci en une immense garderie nationale qui n'a parfois plus d'école que le nom.

Redisons-le : on ne peut pas saper l'autorité des maîtres, dérouler le tapis

rouge au parent-roi, laisser s'installer l'indiscipline, remplacer les heures d'enseignement par des heures de rien, mettre « l'enfant au centre », confondre bienveillance et flatterie, distribuer des diplômes en chocolat, et se plaindre en même temps que les jeunes n'aient plus de repères, ne respectent ni les biens ni le travail d'autrui, et n'accordent aucune confiance à une institution qui leur ment d'une façon aussi éhontée ! La responsabilité du ministère de l'Éducation nationale et des gouvernements qui ont abîmé l'institution sous couvert de la faire évoluer est en réalité immense, et leur hypocrisie est totale quand ils déplorent les effets dont ils sont eux-mêmes les causes !

La gravité de la situation exige un discours de vérité et une remise en question, pour ne pas dire un changement de cap. Nous autres, personnels de l'éducation, professeurs, sommes les acteurs d'une institution qui, par l'instruction et la transmission, a joué un rôle civilisationnel central par le passé. Nous devons y revenir, et notre ministère doit enfin renouer avec le bon sens éducatif. Hélas, il n'en prend pas du tout le chemin pour l'instant. Bien au contraire, il persiste dans la déraison en annonçant chaque jour de nouveaux chantiers de démolition : chantier de démolition des statuts pour mettre en œuvre le « pacte », la contractualisation des « missions » et pour faire pression sur les professeurs des écoles, qui n'ont réglementairement pas vocation à y intervenir, à prendre en charge des heures au collège ; chantier de démolition des rythmes scolaires et du calendrier pour permettre l'ouverture de la garderie nationale pendant les vacances afin d'inculquer les « valeurs de la République » à défaut d'apprendre à lire, écrire, compter, etc. ; chantier de démolition des examens par le contrôle continu et la constitution de jurys qui ne sont même pas composés par les correcteurs ; chantier de démolition de la formation professionnelle sous statut scolaire en cours ; chantier de démolition des rapports de collégialité au profit de relations hiérarchiques visant à soumettre les personnels, etc.

Malgré cela, Action & Démocratie ne se laisse gagner ni par la morosité ni par le découragement. Notre syndicat a été créé pour que ceux d'entre nous qui aiment leur métier, qui aiment l'école de la République et qui veulent la défendre puissent être représentés et entendus. Sur tous les sujets, nous avons des propositions élaborées que nous sommes disposés à soumettre aux différentes autorités pour avancer, et auxquelles vous pouvez contribuer en nous rejoignant. Nous en reparlerons à la rentrée, mais, pour terminer cette année scolaire éprouvante pour tous, nous voulons rendre ici hommage à l'ensemble des fonctionnaires de l'éducation nationale qui continuent, contre vents et marées, à bien faire leur travail sans plus espérer de ce ministère fourbe une juste rémunération, ni un hommage public sincère, ni une reconnaissance médiatique, ni même la complicité des corps d'inspection qui prévalait naguère. À l'ensemble de ces personnes pétries de leur conscience professionnelle, malmenées, mal rétribuées, souvent méprisées, et cependant munies de ce sens de l'honneur qui est aussi celui des ouvriers sensibles à la belle ouvrage, qui font bien leur travail parce qu'il ne saurait être question de le faire mal ou approximativement, nous disons : bravo ! Ne lâchez pas l'affaire : vous êtes le cœur, l'âme et la dignité de nos métiers.